

Cden

**À l'occasion de la rentrée scolaire, l'exécutif multiplie les allocutions. Pour le SE-Unsa, il donne le « mauvais » ton sur les questions d'éducation.**

Alors que les difficultés du système éducatif sont identifiées depuis longtemps, le président et son ministre cumulent les annonces et sorties hors-sol sans montrer une quelconque volonté d'action face aux inégalités sociales qui pénalisent continuellement la scolarité des enfants de la frange la plus fragile de la population et minent notre République. Ces inégalités sont entretenues par l'absence d'une politique ambitieuse de mixité à l'école pour élargir la base sociale de la réussite scolaire et redonner sens à la promesse démocratique de l'École.

### **La campagne laïcité**

La campagne d'affiches présentées par le ministère de l'Éducation nationale est largement critiquée et critiquable car pour nous Unsa éducation, elle confond laïcité avec vivre-ensemble, coexistence et tolérance. Elle amène plus de contresens que de clarté et donne une image de mixité qui n'existe pas dans de très nombreux établissements. Plus gênant encore, les sous-entendus qui tendent à associer la religion supposée des enfants et adolescents à leur prénom... En revanche, aucune impulsion n'est donnée, ni pour lutter contre la ségrégation scolaire, ni pour préparer la *Journée de la laïcité à l'École* du 9 décembre. Un événement qui prend tout son sens cette année où nous commémorerons pour la première fois l'assassinat de Samuel Paty.

### **L'allocation rentrée scolaire**

Les propos hasardeux du ministre Blanquer sur l'utilisation de l'allocation de rentrée scolaire pour des achats d'écrans plats ont été contredits par les faits à plusieurs reprises. Malgré la tourmente médiatique subie par le locataire de la rue de Grenelle, le président de la République a surenchéri à l'occasion d'une allocution à Marseille, en précisant que *nous serions ou aveugles ou naïfs de penser que la totalité des allocations servent à acheter des fournitures scolaires*.

Le SE-Unsa regrette que, dans une société fatiguée par la crise sanitaire, dont l'impact est plus dur pour les publics fragiles, le président de la République et son ministre de l'Éducation nationale se perdent dans de tels errements injustes et stigmatisants.

**La rentrée scolaire aurait dû être l'occasion pour l'exécutif d'impulser une dynamique positive et sereine. Mais visiblement, il a plutôt décidé de partir en campagne en lançant des polémiques qui devraient parler à des électeurs conservateurs ou libéraux sans se soucier des réponses concrètes à apporter aux besoins de l'École, des élèves et des personnels qui y sont pleinement engagés.**

Malgré les grands discours rassurants de notre ministre, qui assure par voie de presse que nous sommes prêts à affronter cette nouvelle rentrée sous le signe du covid, sur le terrain, la réalité est tout autre...

Cela fait deux années maintenant que la rentrée se fait dans le flou et la confusion pour les personnels de l'Education Nationale, avec des protocoles évoluant sans cesse et des annonces faites non par voie professionnelle mais par les médias...

Que de mépris face à ceux qui sont devant les élèves et leurs parents, et qui doivent répondre à leurs inquiétudes bien légitimes...

Sur le terrain Ornaïs, Mme La Dasen vous continuez à fermer des classes, avec une petite musique d'équité territoriale, vous embauchez, inédit dans ce département, des vacataires 1<sup>er</sup> degré pour 3 mois en allant les chercher sur la liste complémentaire !

Pour faire face à la crise sanitaire l'Éducation Nationale **L'École a encore besoin de renfort !** C'est toujours plus nécessaire pour cette rentrée 2021, rien que pour permettre d'accompagner au mieux nos élèves dont la scolarité est maintenant fragilisé. Les décisions prises ignorent cette réalité sanitaire et structurelle. **En période de chômage, investir pour soutenir l'Éducation Nationale est une option qui devrait être étudiée très sérieusement ! En dégradant les conditions de scolarité des élèves, en accroissant la charge de travail des enseignants, le gouvernement fait le choix de refuser de répondre aux exigences d'un service public de qualité au nom d'une austérité budgétaire qui ne dit pas son nom.**